

Restitution: devoir moral ou politique ?

Anne Wetsi Mpoma²

Paru dans le « Décolonial Zine Kumbuka »

Nicolas Machiavel est un penseur italien de la Renaissance européenne dit humaniste. Il a inspiré les plus grands théoriciens des sciences politiques en défendant la volonté de séparer la politique de la morale et de la religion. Selon certains auteurs, ce passage marquerait la frontière entre la philosophie politique classique et moderne. Machiavel défendait l'emploi de la ruse et de la tromperie pour mener à bien la politique de puissance de l'Etat. Il voyait cette stratégie comme un moindre mal.

En observant les discussions agitées autour de la question des objets d'art africain qui se trouvent dans les musées royaux et de leur restitution, force est de constater que cette idéologie est tout à fait présente dans la société belge actuelle. Idéologie également résumée dans l'adage bien connu : diviser pour mieux régner. En politique et en sociologie, diviser pour régner (du latin divide et impera) est une stratégie visant à semer la discorde et à opposer les éléments d'un tout pour les affaiblir et à user de son pouvoir pour les influencer.



1 www.bamko.org

2*** Historienne de l'art, journaliste indépendante, membre de Nouveau Système Artistique et de Bamko.

Monsieur Grijzzels a beau faire campagne pour tenter de convaincre l'opinion publique de sa bonne volonté de changement et de collaboration avec les Congolais de la diaspora. En interne, il n'hésite pas à accuser ces mêmes Congolais de ne pas en faire assez et de préférer s'adresser aux scientifiques congolais du Congo. Le tout emballé dans un message paternaliste à souhait.

Diviser pour mieux régner, c'est donc la stratégie appliquée par le personnel du Musée Royal de l'Afrique Centrale dans ses relations avec les Africains. Diviser les Congolais de la diaspora de ceux du Congo, les Congolais des Africains de l'Afrique de l'Ouest, les plus jeunes des plus âgés, etc.

Personnellement, je partage fortement le point de vue exprimé par Maurice Merleau-Ponty qui « trouve Machiavel finalement plus moral que ceux qui font profession de moralité et qui, tout en prétendant s'occuper des autres, ne se soucient en réalité que d'être d'accord avec eux-mêmes et ignorent ce que désirent ceux à qui ils destinent leur moralisme. ». Parce que lorsque Monsieur Grijeels parle du changement et du nouveau vent censé souffler sur l'institution, j'entends enfin la fin des discriminations négatives envers les Noirs de ce pays. J'entends enfin une reconnaissance de notre existence, de notre valeur d'être humains et des discriminations dont nous sommes l'objet dans ce pays, à Tervuren comme ailleurs.

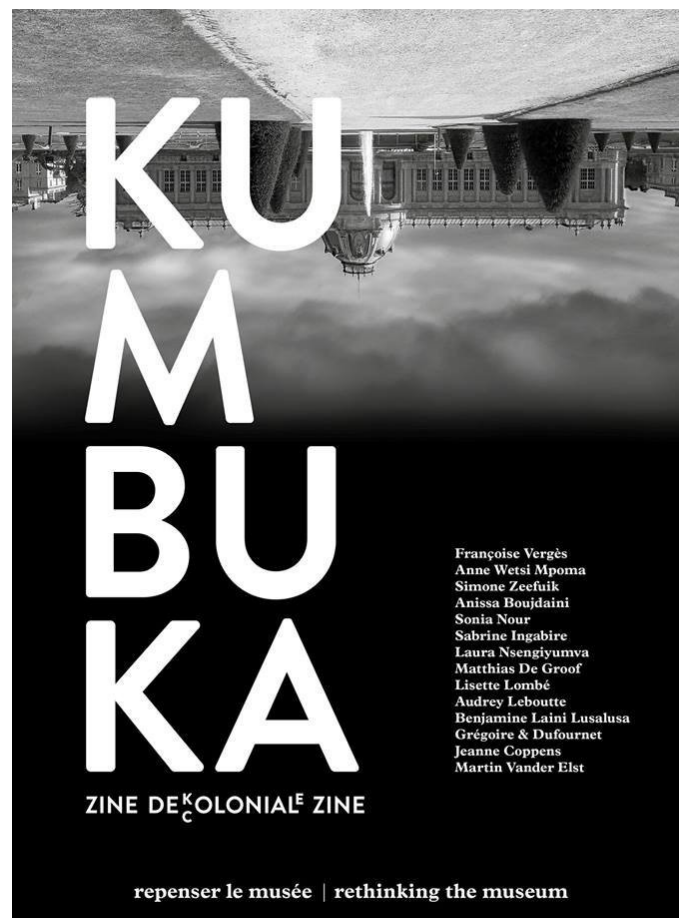
Or pour que cette rencontre soit possible, il faudrait que les scientifiques responsables des salles, les muséologues et les directeurs du musée aient connaissance de la manière dont les préjugés sur soi et sur les autres sont appris et intégrés par les personnes, et je vise en particulier les jeunes publics. Tous les Afrodescendants du pays ayant visité ce musée, enfants avec leur école, en ont des souvenirs traumatiques. Donc, lorsque l'institution se tourne vers les associations africaines et ses experts, elle devrait le faire avec une réelle volonté d'ouverture et de réparation. Avec l'idée que les Afrodescendants ont une expertise et une plus-value à apporter.

Or, Monsieur Volper conservateur du Musée qui ne "représentait que lui-même" sur les plateaux de RTL le dimanche 30 septembre dernier, a pourtant bien montré la même condescendance comme la plupart de ses collègues scientifiques. Je le cite: "Je travaille tous les jours sur ces objets, moi. Je ne suis pas un activiste", et je me permets d'ajouter, dilettant. Ce mépris affiché envers ceux qu'ils appellent des activistes affirmant qu'on ne peut être à la fois activiste et scientifique est une caractéristique générale des membres du personnel de l'institution lorsqu'ils sont à court d'arguments et qu'ils veulent imposer leur point de vue. Et comme plusieurs considèrent cette rénovation comme l'oeuvre de toute une vie et le moyen d'enfin donner un sens à leur carrière, les tensions ont souvent été palpables lors des discussions.

Mireille-Tsheusi Robert m'a un jour demandé (N.D.L.R. *dans le cadre d'un débat au cours duquel M.-T. Robert invitait W. Mpoma à répondre aux arguments des scientifiques de Musée royal d'Afrique centrale*) si je pensais pouvoir être objective dans ces débats étant donné ma position de descendante de personnes exploitées. Mais je suis aussi universitaire et chercheuse indépendante. L'un n'empêche pas l'autre. Et en quoi serais-je moins objective qu'un descendant de colon? Patricia Van Schuylenbergh semble avoir toute sa place au sein de la chaire scientifique de l'institution aux yeux d'une grande partie de la

population du pays. Peu importe si selon ses dires : “Elle donne de temps en temps un petit coup de main” à l’association des anciens colons qui se réunit régulièrement au Musée.

Le recours à l’argument d’autorité ne doit pas faire partie de discussions visant à inclure une minorité victime (oui, le mot est dit) d’une injustice structurelle. Au contraire, tout devrait être mis en oeuvre pour réparer cette injustice. Les débats sur la question de la restitution doivent avoir lieu et des actions doivent être prises en ce sens. Dr Maboula Soumahoro parle d’action affirmative au lieu du terme discrimination qu’elle décrit comme se déroulant en plusieurs étapes. Il faut constater une discrimination, reconnaître les torts commis et endurés par certains groupes et les réparer en faisant bénéficier de manière prioritaire une population de certaines actions.



**Kumbuka veut dire « se souvenir en swahili »*

Lorsque des personnes (majoritairement blanches **mais pas que**) travaillent sur des objets appartenant à l’héritage culturel d’une population minoritaire dans le pays et se servent de cet avantage pour prétendre à une légitimité supérieure auprès de ces mêmes minorités... on ne peut pas parler de collaboration et certainement pas structurelle. D’un côté, il y a des personnes avec un salaire mensuel payé par le contribuable, et de l’autre des personnes qui sont occasionnellement invitées autour de la table moyennant des défraiements. Cette place ne leur garantit pas d’être entendus mais au moins l’institution pourra justifier la partie de son budget qui les concerne. Ils étaient là. « Ils », ce sont ces Africains, ces anonymes anciennement les Tshokwé, Kuba, Luba, Mongo, Kongo et j’en passe.

Toute ma vie, j'ai vu les adultes autour de moi courber l'échine devant les Blancs. Il pouvait s'agir d'un voisin pas très intelligent ni d'une classe sociale élevée, mais le simple fait de sa blancheur lui donnait un certain pouvoir, une autorité légitime. Mais moi, nos ancêtres les Gaulois à l'école, j'y ai pas cru. Par contre, liberté, égalité, fraternité, oui. Alors je ne comprenais pas le décalage entre ce qui était dit et ce que je vivais.

Aujourd'hui, je comprends la violence que la génération de mes parents a vécue à travers le système colonial. Je comprends également la violence que j'ai vécue et vis encore au quotidien et dont je m'indigne chaque fois que je la perçois. Naïvement, peut-être, lorsque j'ai été reprise parmi le groupe d'experts de la diaspora africaine qui participerait à la création de la nouvelle exposition permanente du MRAC, j'étais pleine d'espoir. Et surtout j'étais fière, convaincue d'enfin pouvoir faire bouger les choses. Convaincue que cette institution allait enfin écouter et laisser s'exprimer des Noir(e)s, qu'elle allait nous permettre de nous réapproprier le discours sur nous-mêmes.

Mais en fait, lorsqu'ils ont fait appel à nous, la machine était déjà lancée. Le processus de rénovation avait débuté en 2003-4 et la plupart des décisions significatives avaient déjà été prises. Les réunions consistaient en de longues présentations sur le travail déjà accompli par les scientifiques et le reste du personnel du Musée. Je découvre alors que c'est le même personnel du Musée qui travaille depuis de nombreuses années sur les objets qui est également responsable de la "rénovation" de la nouvelle exposition permanente. Qu'en fait, cette rénovation n'en est pas une mais qu'il s'agit d'une modernisation pour reprendre les mots de Martin Van der Elst. Je constate aussi que ces personnes ont développé certains mécanismes et habitudes lors des contacts avec les personnes d'ascendance africaine. Et nous avons beau être invités aux réunions en tant qu'experts, moi personnellement en Histoire de l'art et activiste culturelle, notre légitimité est remise en cause dès que nous émettons un avis négatif par rapport à ce qui nous est présenté. L'excuse favorite étant celle du calendrier à respecter. "Oui, c'est bien on pourrait appliquer votre proposition mais nous n'avons pas le temps, faites-nous des propositions plus réalistes", nous disait-on.

Aujourd'hui, je ne suis ni déçue ni amère. Je suis déterminée. Déterminée à ce qu'on me rende ce qu'on m'a pris. Déterminée à ce que la Belgique reconnaisse la place des Congolais et de leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits enfants belges dans ce pays. Et déterminée à agir pour qu'aucun autre enfant noir n'ait à subir de traumatismes en visitant cette institution. S'il faut la détruire, nous la détruirons. Ces objets sont notre patrimoine volé et pas un patrimoine partagé. À défaut de nous inclure dans la gestion de celui-ci, le Musée finira par nous les rendre jusqu'au dernier. Qu'il s'agisse des restes humains ou de ce que certains appellent des « objets d'art classique », sortis de l'obscurité de l'Art nègre.

- Pour citer cet article : Mpoma A. W. (Novembre 2018) « Restitution: devoir moral ou politique ? », In Anne Wetsi Mpoma et Sarah Demart, *Dossier Musées coloniaux et Restitution des trésors Africains*, Analyse n° 30, Edt. Kwandika de Bamko- Cran asbl, Bruxelles.
- Cet article est initialement paru en novembre 2018 dans le « *Décolonial Zine Kumbuka* », édité par Laini Lusulusu B., Coppens J., Grégoire L.

